



Lecture d'actualité : l'animalisme est-il un anti-humanisme ?

L'anti-spécisme prôné par les animalistes ne conduit-il pas à un spécisme anti-humain ?

Mots-clés : animalisme, humanisme, bien-être animal

Auteur : Jean-François Hocquette

INRA, VetAgro Sup, UMR1213, Recherches sur les Herbivores, Theix, 63122 Saint-Genès-Champanelle, France

Le statut des animaux est devenu un sujet sensible largement relayé par les médias et les institutions. Jean-Pierre Digard, ethnologue et anthropologue, directeur de recherche émérite au CNRS et spécialiste entre autres de la domestication animale et des relations hommes-animaux, analyse ce phénomène et le critique sans nuance dans son ouvrage *L'animalisme est un anti-humanisme* paru en 2018 chez CNRS Éditions, dont nous avons fait une lecture critique.

Résumé :

Le double phénomène du développement de l'animal de compagnie (considéré comme presque l'égal de l'homme) et les excès de l'élevage intensif ont favorisé l'extension du mouvement animaliste, qui parfois dérive vers l'activisme. Selon l'auteur, l'audience du mouvement animaliste qui influence fortement la société et les décideurs, serait préjudiciable à l'espèce humaine. Ce raisonnement partagé par de nombreux autres auteurs est ici complété par une prise de position plus polémique : le concept de « bien-être animal », sujet à de nombreuses interprétations, renforcerait la cause animaliste. L'auteur revient également sur d'autres distinctions qui lui sont chères : nous devrions considérer les animaux et non pas l'animal, mieux faire la part des choses entre le rationnel et les émotions, entre « l'éthique de conviction » et « l'éthique de responsabilité », etc. Malgré le fait que l'auteur s'appuie sur la stratégie scientifique collective pour étayer son raisonnement (et donc balayer les idées reçues), il n'hésite pas à en critiquer ses orientations (concernant notamment l'étude du bien-être animal). Tout en reconnaissant la nécessité de protéger les animaux, l'auteur prend position en essayant de démontrer que l'anti-spécisme prôné par les animalistes conduit à un spécisme anti-humain, donc à un anti-humanisme. Il argumente en conclusion que la montée en puissance du mouvement animaliste s'expliquerait par les contradictions de la nature humaine et un mélange de science et de morale, ou encore de rationnel et d'émotion.

Abstract: News: Is animalism an anti-humanism?

Both the phenomenon of development of pets (almost considered as being equal to man) and the excesses of intensive breeding have favored the extension of the animalist movement, which sometimes derives towards activism. According to the author, the audience of the animalist movement that has great influence on society and deciders, is prejudicial to the human species. This reasoning shared by many other authors is complemented here by a more controversial position: the concept of "animal welfare", a subject of many interpretations, would support the animalist cause. The author also reviews other distinctions that are dear to him: we should consider animals and not one animal, we should better balance things between rationality and emotions, between "ethics of conviction" and "ethics of responsibility", etc. Despite the fact that the author relies on the collective scientific strategy to support his reasoning (and thus to sweep away the received ideas), he does not hesitate to criticize its orientations (concerning in particular the study of animal welfare). While recognizing the need to protect animals, the author takes a position while trying to prove that animalism is contrary to the interest of humanity and therefore anti-humanist. His concluding argument states that the growing force of the animalist movement can be explained by contradictions of human nature and a mixture of science and moral, or emotions and rationality.

La « cause animale » est de plus en plus défendue dans notre société et de plus en plus relayée par les médias. Elle conduit une frange de la population à devenir végétarienne ou « anti-viande », voire vegan, et de manière plus étendue au développement du « flexitarisme » (consommer moins mais mieux des produits animaux). Le nouvel ouvrage de JP Digard a pour ambition d'analyser scientifiquement ce phénomène de manière critique. L'ouvrage est structuré en quatre grandes parties : 1) l'évolution des rapports entre les hommes et les animaux dans les pays occidentaux, 2) les mécanismes à l'origine du développement de la compassion envers les animaux, 3) comment ces mécanismes ont conduit à des positions radicales et enfin, 4) les possibles conséquences de cette tendance sociétale.

En préambule, l'auteur rappelle que la passion et l'émotion ont souvent pris le dessus sur la raison et la rigueur scientifique. L'auteur rappelle également des erreurs de terminologie très courantes qui accentuent la confusion. Ainsi, par exemple, nous devrions parler d'animaux et non pas de l'animal en raison de la grande diversité des espèces animales. Nous devrions également faire la distinction entre les animaux d'élevage et les animaux de compagnie, entre les pratiques et les représentations de ces pratiques par les acteurs sociaux, et enfin, selon Max Weber, entre « l'éthique de conviction » (uniquement soucieuse des principes mais pas des conséquences) et « l'éthique de responsabilité » (qui prend en compte toutes les conséquences des décisions d'ordre éthique). L'ensemble de ces prérequis est convaincant et incite le lecteur à poursuivre la lecture rassuré quant à la rigueur scientifique annoncée.

La première partie de l'ouvrage, « Les rapports humains-animaux et leur évolution », résume en une dizaine de pages l'évolution des rapports entre les hommes et les animaux. Le texte fait la distinction entre les rapports effectifs et des éleveurs professionnels, effectifs mais à dominante affective des propriétaires d'animaux de compagnie et enfin les rapports fictifs qui relèvent de l'imaginaire ou de l'idéal à atteindre. Ensuite, l'auteur décrit de façon objective la hiérarchisation des animaux, la pression exercée sur les animaux de rente liée à la spécialisation de l'élevage, l'explosion du phénomène « animaux de compagnie », le modèle culturel associé à ces animaux de compagnie avec l'idée d'un écart grandissant entre les animaux de compagnie et les animaux de rente. Le texte rédigé de façon neutre est convaincant dans son ensemble.

La seconde partie de l'ouvrage, intitulée « Les mutations des sensibilités de l'animalitaire à l'animalisme », est beaucoup plus longue (une quarantaine de pages) et structurée en plusieurs sections. L'auteur décrit tout d'abord l'historique de la cause animale dont on trouve les racines à l'époque de la révolution française, puis l'accélération et l'amplification de cette cause à l'époque contemporaine. Là aussi, le texte rédigé de façon neutre est convaincant.

Viennent ensuite deux sections intitulées « Incontinence législative » et « Coulisses du travail législatif » qui tendent à expliquer comment un amendement au code civil en faveur de la cause animale a été voté. Les propos tenus dans ces deux sections vont au-delà du sujet principal de l'ouvrage et aboutissent à une charge sévère contre le fonctionnement de nos institutions à l'occasion de l'adoption des lois en faveur de la cause animale. Si, comme le rappelle l'auteur, l'influence auprès des hommes politiques des multiples lobbyistes de la cause animale est bien connue, la critique est tellement sévère et orientée qu'elle perd en crédibilité.

La section suivante traite de la « radicalisation contemporaine » de la cause animale et du rôle de la presse. L'auteur explique clairement le glissement de la protection animale vers la libération animale en passant par une étape intermédiaire des « droits de l'animal ». Les mécanismes à l'origine de cette radicalisation sont bien expliqués, ainsi que le rôle de la presse.

Les sections suivantes intitulées les « pusillanimités institutionnelles » et le « bien-être animal, cheval de Troie de l'animalisme » sont discutables tant sur la forme que sur le fond. Sur la forme, il s'agit de nouveau d'une critique sévère des structures de l'Etat (Haras nationaux, INRA, Centre d'Etudes et de Prospective du Ministère de l'Agriculture, etc). Le lecteur peut alors légitimement s'interroger sur le bien-fondé de cette critique qui revient à remettre en question la neutralité et l'objectivité de toutes ces structures composées pourtant d'experts bien formés et expérimentés qui émettent parfois des avis institutionnels et collectifs supposés avoir été bien réfléchis. Sur le fond, l'auteur dénonce le fait de « tout aligner sur les attentes supposées du plus grand nombre dans des domaines très techniques ». Ce point est trop sérieux pour être traité en quelques lignes et uniquement au travers du prisme de l'animalisme.

Quant au questionnement de la notion de « bien-être animal » par rapport au concept de « animal welfare », il est bien dans le sujet de l'ouvrage et traduit l'ambiguïté dans laquelle nous nous trouvons. L'auteur cite des scientifiques reconnus qui parlent notamment d'« évaluation des conditions de vie des animaux » et de leurs conditions de mort, concepts qui apparaissent plus pertinents et moins entachés de biais. Il est surprenant de constater que cette proposition vient d'un ancien chercheur de l'INRA, pionnier de la recherche en la matière, alors que cet organisme de recherche finalisée a été fortement critiqué dans les pages précédentes de l'ouvrage.

Les dernières pages de cette partie décrivent un mouvement qui consiste à étudier les humains comme des animaux et inversement, pouvant aller jusqu'à promouvoir les animaux (presque) au rang d'humains. Cette argumentation rejoint celle du philosophe Francis Wolf qui nous explique comment les frontières entre l'Homme et les animaux sont devenues poreuses et les spécificités se sont ainsi brouillées. Minorer les différences entre l'Homme et les animaux fait perdre à l'être humain sa spécificité d'espèce, phénomène à l'origine d'un mal-être existentiel que nous observons aujourd'hui dans notre société. Certes, on ne peut qu'être d'accord avec cette analyse, qu'il convient toutefois de relativiser afin de ne pas pousser à l'extrême : tout être vivant naît bien homme ou chimpanzé ou encore chat ou chien par exemple, sans qu'il soit possible de passer de l'un à l'autre.

La troisième partie de l'ouvrage porte sur les « mensonges » de l'animalisme et les positions radicales qui en découlent. L'auteur dénonce tout d'abord l'idée que les animaux ne seraient pas du tout protégés et suggère d'appliquer ou de faire appliquer les textes législatifs existants. L'auteur dénonce ensuite le fait que la réalité des systèmes de production est « noircie » en généralisant des faits de maltraitance certes inexcusables, mais isolés. En poussant le raisonnement encore plus loin, noircir la réalité conduit à remettre en cause le principe de la domestication pourtant intimement lié à l'histoire de l'humanité. La domestication a conduit à remplacer la prédation par l'entretien, la protection et la valorisation de certaines espèces animales. En échange d'une partie de leur liberté, les

animaux domestiques sont nourris, entretenus et protégés contre les autres prédateurs grâce à l'homme. Une autre contre-vérité mentionnée pour être critiquée par l'auteur est l'idée que l'élevage serait une calamité écologique. Différents arguments factuels et chiffrés - développés notamment par l'INRA (qui sert cette fois-ci de caution scientifique !) - sont repris pour dénoncer cette charge à l'encontre de l'élevage. Par ailleurs, on ne peut être que d'accord avec l'auteur quand il argumente que l'élevage industriel n'est pas synonyme de maltraitance animale comme cela est parfois dénoncé par d'autres experts, le credo étant que des améliorations dans les conditions d'élevage sont possibles quel que soit le caractère plus ou moins intensif de la production. L'auteur fait remarquer également que les niveaux de consommation de viande (en particulier de la viande rouges) en France ne sont pas excessifs par rapport aux recommandations nutritionnelles, reprenant ainsi un argument largement mis en avant par des nutritionnistes. Avec notamment des arguments biologiques ou éthologiques, l'auteur discute aussi des différences entre l'homme et les animaux que notre société tend à gommer. Une revendication du mouvement animaliste consiste à affirmer que « rendre justice aux animaux résoudrait les problèmes des humains ». L'auteur s'emploie à montrer que la philosophie, la politique et l'histoire de l'humanité contredisent ce dogme. De même, l'auteur cherche à minimiser l'ampleur du mouvement animaliste alors que la forte résonance sociétale de ses activités conduit à considérer que ce mouvement est massif. Néanmoins, si les données chiffrées confirment cet état de fait, l'auteur exagère quand il annonce que le mouvement animaliste n'est qu'une fiction : les données disponibles nous indiquent qu'il s'agit

CONCLUSION

En résumé, l'auteur propose de réaffirmer « haut et fort » le droit et la nécessité, bref la légitimité de l'homme à élever et à utiliser des animaux. Ce qui n'exclut pas pour autant de revisiter les systèmes d'élevage existants (ou du moins certains) au regard des besoins des animaux. On peut regretter que l'auteur dans sa tentative de démonter les idées jusque-boutistes et abolitionnistes des mouvements animalistes extrêmes confonde ces positions extrémistes avec celles d'autres mouvements animalistes prônant

Référence :



d'un mouvement bien réel, même s'il reste minoritaire, et fortement relayé dans les médias.

La quatrième et dernière partie de l'ouvrage nous propose de résister au mouvement des animalistes extrêmes et nous explique comment. Le premier aspect dans l'argumentaire est une justification des actes de résistance : en effet, selon l'auteur, les évolutions législatives, intellectuelles et morales de notre société vont conduire à renoncer à la légitimité de l'homme à posséder, élever et utiliser les animaux. Toujours selon l'auteur, cette évolution est contraire à l'intérêt général de l'espèce humaine qu'il considère être une espèce supérieure, du point de vue de la phylogénétique, aux autres espèces animales. L'auteur dénonce une surenchère entre les multiples associations animalistes quelque part concurrentes entre elles qui conduit à des positions contraires à l'intérêt de l'humanité. Au contraire, selon l'auteur nous devons protéger les animaux et tout faire pour maintenir la biodiversité animale dont la réduction est préjudiciable à l'avenir de l'humanité. On ne peut être que d'accord avec l'auteur quand il conclut que « l'homme n'a vraiment nul intérêt à maltraiter les animaux ». Si l'auteur reconnaît que les excès des uns comme des autres (activistes comme éleveurs) doivent être corrigés, il propose de revisiter le statut des animaux de compagnie car ces derniers ne peuvent être considérés comme l'égal de l'homme. L'auteur va encore plus loin en proposant une position institutionnelle plus ferme sans compromis, car, selon lui, le compromis sert la cause des animalistes. C'est certainement là le point de vue le plus difficile à accepter car cette opposition empêche d'envisager la recherche d'une démarche consensuelle.

l'amélioration des conditions de vie des animaux d'élevage. De même, il serait utile, pour nourrir le débat actuel autour de ces controverses, de discuter de l'avancée de la recherche notamment en éthologie et en neurosciences comme support des changements à apporter dans les systèmes d'élevage. Cela permettrait d'être plus en phase avec l'évolution morale de la société sans pour autant aller à l'encontre des intérêts des femmes et des hommes qui font l'élevage.

L'animalisme est un antihumanisme
par Jean-Pierre DIGARD,
CNRS Editions

<http://www.cnrseditions.fr/sociologie-ethnologie-anthropologie/7614-lanimalisme-est-un-antihumanisme.html>